

Interview François Fillon
LE POINT
7 janvier 2016

Le psychodrame sur l'extension de la déchéance de nationalité en valait-il la peine ?

Ce débat est typique du mal qui ronge notre pays. Les politiques s'agitent et se divisent mais n'agissent pas. Personne n'a tiré les enseignements des attentats. Après le 11 septembre aux Etats-Unis, une commission d'enquête a, deux ans durant, tout passé en revue. Nous aussi, nous devons nous poser des questions. Pourquoi les terroristes ont-ils pu agir alors qu'ils étaient en majorité connus des services de renseignements ? Est-ce que les conditions d'intervention des forces de sécurité au Bataclan n'appellent pas un retour d'expérience ? Les services de santé ont agi de façon remarquable, mais leur organisation ne mérite-t-elle pas d'être améliorée ? L'organisation du culte musulman est-il satisfaisant ? Notre politique en Syrie est-elle adaptée ? Voilà les vrais sujets. Au lieu de cela, on va débattre pendant deux mois de la déchéance de nationalité. C'est une question symbolique, et je ne méconnais pas la force des symboles, mais c'est une réforme anecdotique dans la lutte contre le totalitarisme islamique. C'est un écran de fumée.

Vous la voterez, cette mesure ?

Ce qui doit être sanctionné, c'est l'acte terroriste, pas le lieu de naissance de son auteur ou de ses parents. / Je ne me satisfais pas de cette réforme bancale qui marque une forme d'impuissance.

Et l'état d'urgence ?

Cette mesure constitutionnelle n'est pas indispensable. En 2008, la Commission Balladur l'avait déjà proposée, le Conseil d'Etat avait alors estimé que ça n'était pas nécessaire. J'attendrais le débat parlementaire pour me prononcer mais je mets des conditions à mon vote : Qu'une commission d'enquête soit mise en place sur les attentats, et, s'agissant de la déchéance, que l'on explore toutes les solutions permettant d'exclure de la communauté nationale tous ceux qui auraient commis un crime terroriste sans exception.

Sur l'alliance avec Russie en Syrie, en revanche, François Hollande a opéré un virage à 180 degrés. Vous êtes satisfait ?

On se demande si à force de tourner sur lui même il ne revient pas au point de départ ! Depuis deux ans, j'appelle François Hollande à conclure une alliance avec la Russie dans la guerre contre l'Etat Islamique. Au Congrès, à Versailles, j'ai eu le sentiment qu'il avait fini par entendre ce message. Mais depuis, tout s'est enlisé. La perspective d'une grande coalition a échoué sous la pression des Etats Unis et de l'OTAN. La France continue à refuser de dialoguer avec le régime syrien. Elle se prive de la seule force terrestre capable de battre l'Etat islamique. On continue d'entretenir l'illusion d'une opposition modérée qui existe, certes, mais à Istanbul, Paris ou ailleurs, et si peu sur le terrain. On ne se pose par ailleurs aucune question vis à vis de la Turquie, qui laisse passer les djihadistes sur son territoire, qui abat un avion russe et qui bombarde les kurdes qui sont nos alliés contre l'Etat islamique... Enfin, il n'y a eu aucune remise en cause de notre relation avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, qui devraient être mis devant leurs contradictions.

Revenons à Bachar al-Assad. Vous avez vu ces photos de prisonniers torturés ? Peut-on vraiment faire alliance avec lui ?

J'ai vu ces photos. Les tortures ne sont malheureusement pas une nouveauté avec ce régime, sembler en découvrir le caractère sanguinaire est naïf. Mais nous avons une priorité : vaincre une menace pour notre territoire et pour la paix mondiale, qui s'appelle l'Etat Islamique. Aujourd'hui, la menace c'est l'EI, pas le régime syrien. Existe-t-il un autre moyen de détruire l'EI que de le faire avec l'armée syrienne ? Je n'en connais pas, sauf à envoyer des forces terrestres occidentales mener une guerre qui serait forcément une sale guerre. C'est inconcevable. Il n'y a donc qu'une seule et unique option : combattre l'EI avec tous ceux qui veulent l'abattre. Evidemment, il ne s'agit pas de donner un satisfecit au régime syrien, qui tombera un jour de lui-même.

Que faire en Libye ?

Déjà, il faudrait détruire l'Etat Islamique d'Irak et de Syrie. Ensuite, qu'il faille intervenir en Libye pour fédérer les pouvoirs éclatés et aider les forces gouvernementales libyennes, c'est certain. Mais la France ne peut pas tout faire, en l'état de ses capacités militaires. Ce serait au détriment d'un des autres fronts : front malien ou front irako-syrien.

L'intervention contre Kadhafi fut une erreur, avec le recul ?

Ce qui fut une erreur c'est de ne pas avoir assuré le suivi de ces opérations. Pour l'avenir, en tout cas, ou bien on intervient militairement dans un pays pour chasser un régime et on s'oblige à en assumer l'administration transitoire, ou bien, et c'est ma position, on s'interdit de détruire un Etat même si les comportements de ces dirigeants sont moralement condamnables. Les exemples - Afghanistan, Irak, Syrie, Libye - sont suffisamment nombreux pour savoir les conséquences dramatiques que peuvent avoir les interventions militaires occidentales. Faire la guerre sans stratégie politique, c'est assurer le chaos.

François Hollande, dans son discours à Versailles, a écarté le pacte de stabilité, suspendu Schengen, et dans ses vœux, n'a pas évoqué l'Europe. Comment aujourd'hui défendre l'idée européenne ?

L'année 2016 est pleine de menaces : l'extension du totalitarisme islamique avec en face un continent européen en train de se défaire et une élection présidentielle américaine pour le moment préoccupante... Dans ce contexte, nous avons plus que jamais besoin d'une solidarité européenne. Comment peut-on stopper la désintégration européenne ? D'abord avec une Europe pragmatique et réactive. Schengen est un échec parce que Schengen n'a pas été pas taillé pour résister à des millions de réfugiés arrivant en Europe à flots continus. Au lieu de se lancer dans un débat théologique, il faut dire que le traité n'est plus adapté à la situation géopolitique actuelle et il faut le réviser (Schegen), avec la mise en place de vraies frontières européennes, avec des garde-frontières, et en assurer le financement par les pays les plus riches, notamment l'Allemagne. Enfin, il est urgent de se mettre d'accord sur une politique d'immigration commune.

Donc pas de retour aux frontières nationales ?

Non, sauf circonstances exceptionnelles comme celles que nous traversons en raison de la guerre que nous livrons contre l'Etat islamique. A long terme, la sécurité européenne sera mieux assurée avec une vraie politique commune qu'avec des barrières rouges et blanches entre chaque pays de l'union. Cela suppose que tout le monde s'engage. Si un pays ne peut assurer ses missions, il doit être exclu de Schengen.

Selon le philosophe Carlo Strenger, c'est l'incapacité à défendre de façon argumentée les valeurs de l'Occident qui pousse les droites européennes vers le nationalisme. D'accord ?

Le culte de la repentance, la négation du passé et la culpabilisation sont évidemment des ferments du nationalisme. Mais soyons pragmatiques. Si j'avais la conviction qu'un retour aux frontières nationales favoriserait notre sécurité et notre prospérité, je le prônerais ! Il se trouve que ce n'est pas le cas. Le nationalisme étroit est une très mauvaise réponse qui ne peut que hâter le déclin de notre continent. Pour défendre les valeurs, l'histoire et les traditions auxquelles je suis attaché – je suis fondamentalement français, rural, de l'ouest – la solution passe par une Europe puissante, entraînée par une France forte.

Mais l'idée européenne est au plus bas...

La meilleure réponse c'est de reprendre le projet européen autour de 5 idées fondamentales : une monnaie puissante capable de nous affranchir de la tutelle exorbitante du dollar, une politique commune de l'énergie, une politique de frontières, une défense commune et une grande stratégie pour le numérique. S'agissant de la défense, il faut être réaliste. Le rêve d'un monde sans guerre s'éloigne sérieusement ! L'Europe est aujourd'hui quasiment sans défense. Il est grand temps de réagir. Toute l'Europe et singulièrement l'Allemagne doit prendre sa part de l'effort militaire et financier nécessaire. Revenons-donc à une Europe subsidiaire, qui traiterai seulement des grandes priorités, où elle peut avoir une valeur ajoutée, et non de la vie quotidienne des européens.

L'hypothèse de la sortie britannique de l'Union vous fait peur ?

Elle aurait des conséquences désastreuses. Pour autant, il ne s'agit pas d'attendre passivement que la catastrophe se produise. La France et l'Allemagne doivent sans tarder se saisir de cette crise pour enclencher la renaissance de l'Europe à travers le processus de réformes que j'évoquais.

Le président a annoncé une réforme du Code du travail. Vous la soutiendrez ?

J'en doute. Depuis 2012, François Hollande a détruit tout ce qui aurait pu soutenir la croissance : il a supprimé la défiscalisation des heures supplémentaire, la TVA sociale et les baisses de charges. Il a mis en place une fiscalité à 75 % sur les hauts salaires qui a fait des dégâts dans l'esprit des investisseurs. Il a supprimé les aides à l'apprentissage qu'aujourd'hui il veut rétablir et, enfin, il a fait endurer aux contribuables une charge de 80 milliards d'euros d'impôts supplémentaires.

Vous ne croyez pas au réformisme de ce gouvernement ?

François Hollande n'a que faire du déficit et rajoute allègrement des dépenses sans se soucier de leur financement n'ayant qu'une préoccupation : avoir la possibilité de se présenter avec une inflexion de la courbe du chômage et faire croire qu'il réforme alors qu'il ne fait rien. Tous les six mois, on nous annonce tantôt une réforme de la fiscalité - qui n'a jamais vu le jour -, une réforme du droit du travail immédiatement enterré puisqu'on ne touche ni aux 35 heures ni au contrat de travail ni aux conditions actuelles du dialogue social et encore moins à la façon dont l'assurance chômage est gérée.

Je propose dès aujourd'hui de mettre en place la dégressivité de l'indemnisation du chômage. Et si les partenaires sociaux s'y opposent, alors, il faut changer le statut de l'assurance chômage. Soit l'Etat reprend la main et impose sa politique, soit l'Etat retire aux partenaires sociaux sa garantie pour l'avenir.

Vous n'avez pas pu voter la loi Macron 1 en raison du 49-3 voterez-vous la loi Macron 2 ?

J'étais prêt à le faire si le gouvernement avait accepté de discuter de mes amendements dont le doublement des seuils sociaux, le gel des décrets sur la pénibilité, la possibilité de renégocier le temps de travail dans l'entreprise par accord majoritaire... Je les remets aujourd'hui sur la table pour la loi Macron 2. Sinon je ne participerai pas à ces mascarades qui consistent à ressortir de vieilles recettes usées jusqu'à la corde.

A quoi pensez-vous ?

Les aides aux PME, par exemple. Elles généreront 90 % d'effet d'aubaine ! La seule politique qui pourrait permettre de réduire le chômage c'est celle qui rendrait aux français la liberté de travailler, d'innover et d'investir et une profonde refonte du système éducatif qui est directement responsable de l'échec de deux millions de jeunes français qui ne sont ni à l'école, ni en formation ni dans l'emploi.

Le chômage en France est d'abord le résultat de cet échec. Au-delà de 1,3 fois le smic, la France est en quasi plein emploi. Nous avons besoin d'un plan d'urgence qui permette de transférer le financement des emplois aidés vers les entreprises pour l'embauche des jeunes et pour leur formation en alternance. A plus long terme je propose de sortir l'enseignement professionnel de l'Education nationale et de confier celui-ci aux régions et aux branches professionnelles. Il faut aussi rendre le contrat de travail des apprentis plus souple et attractif pour les entreprises. Leur coût horaire ne doit pas être plus élevé que le smic !

Passons à l'année des primaires qui s'ouvre à droite. Nicolas Sarkozy a annoncé qu'il lui faudrait « beaucoup d'autorité pour mettre tout le monde dans le même sens. » Vous l'avez pris pour vous ?

Je suis candidat à la présidence de la République et je ne me suis jamais senti aussi libre et indépendant de parler aux Français et de bâtir mon projet. Les Français réclament des changements profonds. L'idée que la réponse sera une nouvelle fois le fruit d'un compromis laborieux entre les forces de la droite et du centre conduira à un échec cuisant. Seul un programme de rupture approuvé par des millions de Français permettra d'éviter le déclin amorcé. La France a besoin de lisibilité de l'action politique. De ce point de vue, d'ailleurs, la tentation de revenir au cumul des mandats est destructrice.

A ce stade, le processus des primaires vous semble-t-il loyal ?

Les Français veulent participer aux décisions. La primaire est une réponse : au lieu de confier la désignation d'un candidat à 100 000 militants, on s'en remet à plusieurs millions de citoyens. C'est un progrès démocratique immense ! Aucune volonté de traficoter la primaire ne parviendra à contrer cet élan populaire. Et s'il c'était le cas alors chacun des candidats retrouverait sa liberté.

Comment jugez-vous le positionnement de vos adversaires ?

Les Français auront le choix. Alain Juppé propose une stratégie de rassemblement sans rupture. C'est tout à fait respectable mais cela ne me paraît pas adapté aux problèmes brûlants de notre pays.

Et Nicolas Sarkozy se positionne sur l'identité. Ce courant est porteur...

Si on veut redonner aux Français de la fierté nationale, il faut commencer par leur rendre l'espoir. Et l'espoir passe par l'emploi des jeunes et l'égalité des chances. Qui peut imaginer que trois discours sur l'identité nationale et le recrutement de quelques policiers supplémentaires vont profondément changer la vie quotidienne des Français qui galèrent

parce qu'ils sont au chômage ou dont les enfants mettent quinze ans à trouver un travail fixe? Je reste le seul à offrir une vraie rupture avec un projet complet de transformation de mon pays autour d'un concept puissant qui est la liberté.

Vous raisonnez comme si une élection ne se jouait que sur des programmes et pas les émotions de l'opinion...

L'émotion, les promesses lyriques sans lendemain : c'est ce qui a conduit notre pays à être géré en dépit du bon sens. Place à la rigueur, à la vérité et à la volonté précise de faire. Maintenant, il faut sortir les illusionnistes ! Tous ceux qui pensent qu'une élection n'est qu'un numéro d'artiste et qu'il faut être le meilleur sur scène... A ce jeu, c'est Mme Le Pen qui sera élue. Il est temps, au passage, de dire la vérité sur l'absurde programme économique du FN qui précipiterait le déclin de notre pays. Je la défie d'en débattre sérieusement.

De quels intellectuels vous sentez vous le plus proche ? Finkielkraut, Onfray, Debray, Bruckner ?

Pour beaucoup de ces intellectuels, la France est foutue. Leurs avertissements sont décapants mais souvent défensifs. Moi, je suis un homme politique, je ne peux pas être pessimiste. Je suis dans l'action. J'apprécie la lucidité angoissée d'Alain Finkielkraut même si nous ne sommes pas d'accord sur la Russie. Michel Onfray ose dénoncer le discours d'une gauche qui a une lourde responsabilité dans la crise morale actuelle. Avec Régis Debray, nous avons des points d'accord sur la République et son livre sur de Gaulle reste magistral. Je pense qu'il pourrait reconnaître la cohérence de mon projet de redressement français. Certes je ne suis pas philosophe, seulement un homme de la Sarthe qui veut la grandeur de son pays.